

VI. LA FILIATION

§2. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

- 1- Maintenir les présomptions relatives à la conception de l'enfant.
- 2- Maintenir la présomption de paternité légitime comme définie par la loi de 1972, sous réserve de modifications engendrées par la suppression du délai de viduité.
- 3- Maintenir l'exigence de reconnaissance volontaire par les parents de l'enfant né hors mariage, sous réserve des exceptions actuellement existantes.
- 4- Maintenir les règles relatives à la possession d'état, sous réserve des modifications relatives au contentieux de la filiation.
- 5- Décider que tant qu'elle n'a pas été contestée en justice, une filiation rend irrecevable l'établissement d'une autre filiation.
- 6- Unifier les conditions de l'action en déclaration de filiation et limitation des effets du lien déclaré aux seuls effets successoraux et alimentaires.
- 7- Unifier les conditions de l'action en contestation de filiation.
- 8- Supprimer les dispositions relatives à la légitimation.
- 9- Supprimer l'action à fins de subsides.
- 10- Maintenir la possibilité pour une femme d'accoucher sous X.
- 11- Supprimer la fin de non recevoir à l'action en recherche de maternité tirée de ce que la mère prétendue a accouché sous X.
- 12- Reconnaître la possibilité de l'établissement du double lien de filiation pour l'enfant incestueux, la filiation venant à être établie en second ne produisant que les effets d'un lien déclaré en justice.
- 13- Consacrer la jurisprudence de la Cour de cassation aux termes de laquelle l'expertise est de droit, mais qu'elle ne doit pas permettre de pallier la carence totale des parties dans l'administration de la preuve, le juge ne pouvant s'y opposer que par une décision spécialement motivée.